

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 20 avril 2000, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet de loi "modifiant la loi du 11 avril 1994 organisant le vote automatisé, ainsi que le Code électoral", a donné le 29 mai 2000 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 20 april 2000 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 11 april 1994 tot organisatie van de geautomatiseerde stemming, alsmede van het Kieswetboek", heeft op 29 mei 2000 het volgende advies gegeven :

EXAMEN DU PROJETDispositifArticle 2

Il se conçoit difficilement de confier de manière alternative, à deux autorités distinctes une mesure nécessaire à l'exécution d'une loi.

Il convient donc de confier au Ministre de l'Intérieur seul, eu égard à la matière électorale et en raison de sa responsabilité politique devant la Chambre des représentants, et non de manière concurrente avec l'organisme agréé comme le prévoit le texte en projet, la compétence de constater la conformité aux conditions générales d'agrément des systèmes et des logiciels visés à l'alinéa 1er de l'article 2, § 2, nouveau de la loi du 11 avril 1994 inséré par l'article 2 en projet.

Il est suggéré, dès lors, de rédiger l'alinéa 2 en projet comme suit :

"Le Ministre de l'Intérieur, sur l'avis de l'organisme agréé à cette fin par le Roi par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, constate cette conformité.".

La même observation vaut pour l'article 15 du projet.

.../...

Article 3

1. Selon l'exposé des motifs, la modification proposée à l'article 3, § 1er, alinéa 2, première phrase, modification qui rétroagirait au 12 juin 1994 (article 16 du projet), doit permettre d'éviter "que l'Etat ne soit invité à recouvrer à charge de ces communes le montant de la cotisation dont elles seraient redevables pour les années 1996, 1997 et 1998, années qui furent dépourvues d'élections".

En tout état de cause, le texte actuel n'implique pas de versement des communes les années où aucune élection n'a été organisée. En effet, dès lors que la deuxième phrase du même alinéa prévoit que le montant à verser annuellement par les communes "ne peut être supérieur à 20 francs par élection et par électeur inscrit" (50 francs en cas d'élections simultanées), il va de soi que lorsqu'au cours d'une année il n'y a pas eu d'élection, le montant à verser annuellement, conformément à la première phrase, est égal à zéro.

Le mot "annuellement" qui figure à la première phrase n'implique pas non plus que lorsque plusieurs élections sont organisées la même année, un seul prélèvement puisse être effectué. Le pluriel du mot "prélèvements" à la quatrième phrase s'oppose à une telle interprétation. Lorsque plusieurs élections sont organisées la même année à des moments différents, le Roi peut donc effectuer plusieurs prélèvements, pour autant que la somme totale perçue n'excède pas vingt francs par élection et par électeur (50 francs en cas d'élections simultanées).

.../...

Par contre, le même mot "annuellement" interdit au Roi d'effectuer au cours d'une seule année un ou plusieurs prélèvements qui excéderaient le montant maximum par élection et par électeur, pour le motif que, par exemple, Il se serait abstenu de fixer, la ou les années précédentes, le montant à prélever.

Le texte actuel garantit ainsi aux communes concernées qu'elles ne seront pas tenues de verser au cours d'une seule année le montant correspondant à des élections qui se seraient déroulées au cours de plusieurs années.

En supprimant cette garantie, la loi pourrait porter atteinte au principe de la sécurité juridique.

La même observation vaut pour l'article 16, dans la mesure où il vise l'article 3, 1°, en projet.

Cette disposition sera dès lors omise.

2. En outre, dans ce texte en projet, il serait préférable d'utiliser l'expression "établissement de crédit" en lieu et place de "institution financière", ceci en vue de se conformer à la terminologie utilisée aux articles 7, 65 et 66 de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit.

L'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait que l'article 36, § 2, de l'arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale requiert encore que les fonds que le receveur

.../...

communal ne conserve pas en caisse soient versés "aux comptes courants ouverts soit auprès de l'Office des chèques postaux, soit auprès des organismes publics de crédit", ou fassent "l'objet de placements à moins d'un an auprès de ces institutions".

3. Compte tenu de la volonté exprimée par l'auteur du projet dans le commentaire de l'article 3, § 2, alinéa 2, en projet, mieux vaudrait formuler cette disposition comme suit :

"Toutefois, restent à charge de l'Etat les frais des prestations d'entretien et de stockage réalisées par des entreprises en exécution de conventions qu'il a conclues avant l'entrée en vigueur de la présente loi."

4. Au paragraphe 4, alinéa 2, en projet, la disposition précisera ce qu'il y a lieu d'entendre par "les cartes magnétiques enregistrant les votes de référence".

Selon le fonctionnaire délégué, il s'agit de cartes utilisées pour effectuer des essais préalablement aux élections. S'il en est bien ainsi, l'expression "enregistrant les votes de référence" est peu appropriée.

Il convient en outre de prévoir ce que deviennent ces cartes lorsque les élections sont définitivement validées ou annulées.

.../...

Par ailleurs mieux vaudrait préciser auprès du greffe de quelle juridiction, tribunal de première instance ou justice de paix, les cartes et supports de mémoire visés à la troisième phrase du même paragraphe doivent être conservés, plutôt que de laisser l'alternative ouverte.

Article 4

L'article 5bis de la loi du 11 avril 1994 a été inséré par voie d'amendement au projet de loi, devenu la loi du 18 décembre 1998. Cet amendement n'avait pas été soumis à l'avis de la section de législation.

La disposition en projet appelle les observations suivantes.

Le paragraphe 1er prévoit la constitution d'un collège d'experts qui serait composé d'experts effectifs et suppléants désignés, notamment, par le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, le Conseil régional wallon, le Conseil flamand et le Conseil de la Communauté germanophone.

Contrairement au texte actuel, la disposition en projet n'envisage pas la participation d'experts désignés par les Communautés et Régions comme une simple faculté dans le chef de celles-ci.

.../...

En vertu du principe d'autonomie des collectivités fédérées, le législateur ordinaire ne peut leur imposer unilatéralement de procéder à une telle désignation (1).

Conformément à l'article 92ter, alinéa 1er, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, c'est au Roi qu'il appartient d'organiser, moyennant l'accord des Gouvernements concernés, la représentation des Communautés et des Régions, selon le cas, dans les organes de gestion ou de décision des institutions et organismes nationaux, notamment consultatifs et de contrôle, qu'Il désigne (2).

En outre, même dans l'hypothèse où la désignation d'experts par les Communautés et les Régions resterait facultative, il n'appartient pas non plus au législateur ordinaire de déterminer par quel organe de ces collectivités la désignation doit être effectuée, ni, a fortiori, de fixer des modes spécifiques de prise de décision, tels que ceux

(1) C.A., n° 74/97 du 17 décembre 1997; Moniteur belge du 28 janvier 1998.

(2) Voir, notamment, l'avis L. 24.841/9, donné le 12 février 1996, sur un avant-projet de loi "modifiant la loi du 16 juillet 1948 créant l'Office belge du Commerce extérieur"; l'avis L. 25.764/2, donné le 15 janvier 1997 sur une proposition de loi sur le jeu.

prévus au paragraphe 1er, alinéa 2, (1) et au paragraphe 2 (2).

Concernant ces deux dernières dispositions, on observera par ailleurs que dans la mesure où elles s'appliquent à la désignation des experts par la Chambre des représentants et le Sénat, elles sont contraires à l'article 53 de la Constitution, qui prévoit, notamment, que "toute résolution est prise à la majorité absolue des suffrages, sauf ce qui sera établi par les règlements des Chambres à l'égard des élections et des présentations". Il n'appartient en principe pas au législateur de s'immiscer dans ce pouvoir réglementaire que la Constitution réserve expressément à chacune des deux chambres.

En outre l'exclusion du vote de certains parlementaires, en l'occurrence ceux qui n'ont pas été élus sur une liste d'un parti politique, est une discrimination qui paraît difficilement justifiable. Aucune justification ne figure du reste dans les travaux préparatoires de la loi du 18 décembre 1998, ou dans l'exposé des motifs du présent projet.

-
- (1) Selon cette disposition, ne pourraient prendre part au vote que les parlementaires élus sur les listes d'un parti politique tel que défini à l'article 1er, 1°, de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques.
- (2) Selon cette disposition, la majorité des deux tiers serait requise.

.../...

Enfin, l'alinéa 3 du paragraphe 1er en projet, qui prévoit que les experts désignés par les assemblées sont les "représentants des citoyens", est dépourvu de caractère normatif, dès lors qu'il ne contribue en aucune manière à définir le rôle des experts. On peut du reste difficilement qualifier de "représentants des citoyens" des personnes qui ne sont pas mandatées par ceux-ci mais bien par les représentants de la Nation. Cette disposition sera dès lors omise.

Article 5

Il convient d'insérer les mots "de la même loi".

La même observation vaut pour l'article 14.

Articles 6 et 7

1. L'article 8bis en projet ne fait pas apparaître clairement si la visualisation par l'électeur du ou des votes qu'il a émis s'effectue en réintroduisant la carte magnétique dans la machine à voter du compartiment-isoloir où il a émis son ou ses votes, ou bien, si, au contraire, l'électeur doit sortir à cette fin de son isolement et se rendre dans un autre compartiment-isoloir que le président du bureau de vote lui indiquera.

.../...

Dans les deux hypothèses, mais surtout dans la deuxième, la procédure paraît compliquée à l'excès et source de malentendus, dès lors que, comme le confirme l'exposé des motifs, l'électeur qui serait insatisfait de ses votes après les avoir visualisés ne pourrait en aucun cas les recommencer.

Si la vérification se fait dans un autre compartiment-isoloir, des risques de confusion peuvent également apparaître dans le déroulement matériel des opérations de vote et perturber le bon ordre dans le bureau de vote.

L'auteur du projet appréciera s'il ne serait pas plus simple de prévoir qu'apparaisse d'office sur l'écran, après la confirmation du dernier vote et avant le retrait de la carte magnétique, l'ensemble des votes émis par l'électeur.

2. Par ailleurs, dans le texte français, l'article 6 du projet remplace à la troisième phrase de l'article 8, alinéa 1er, laquelle devient, dans le projet, la quatrième phrase du même alinéa, les mots "Si tel n'est pas le cas", par les mots "Si tel est le cas", sans cependant vouloir, apparemment, changer le sens de cette disposition.

Du point de vue de la langue, cette adaptation peut être admise et rend même le texte davantage compréhensible, pour autant qu'à la deuxième phrase du même alinéa (troisième phrase dans le projet), le mot "si" soit remplacé par le mot "que".

.../...

Article 9

La modification proposée pourrait également être apportée à l'alinéa 3 du même article, inséré par la loi du 19 mars 1999 (article 10).

Article 10

Le début de la phrase doit s'écrire comme suit :

"Art. 10. Dans l'article 14, alinéa 1er, 1°, de la même loi, modifié par la loi du 19 mars 1999," (la suite comme au projet).

Article 11

1. Le début de la phrase doit s'écrire comme suit :

"Art. 11. Dans l'article 16 de la même loi, modifié par la loi du 18 décembre 1998," (la suite comme au projet).

2. L'actuel article 16 de la loi du 11 avril 1994 confie au "Ministère de l'Intérieur" (et non au "Ministre de l'Intérieur" comme l'indique erronément le texte français du projet) le soin d'élaborer les logiciels électoraux destinés aux bureaux principaux et aux bureaux de vote.

.../...

Dès lors que l'élaboration d'un logiciel est une tâche matérielle (1), il va de soi que le Gouvernement a le choix entre deux possibilités : soit faire effectuer cette tâche par ses propres services, soit la confier à un adjudicataire, dans le respect des règles relatives aux marchés publics.

Mieux vaudrait dès lors rédiger l'article 16 comme suit :

"Des logiciels électoraux destinés aux bureaux principaux de collège, aux bureaux principaux de province, aux bureaux principaux de circonscription électorale, aux bureaux principaux de canton, aux bureaux principaux communaux, aux bureaux principaux de district et aux bureaux de vote sont élaborés.

Dans le cas où cette élaboration est confiée à une personne physique ou morale, l'attribution du marché doit être approuvée par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres."

Article 12

Au paragraphe 1er, il y a lieu de préciser ce que recouvre l'authentification prévue dans cette disposition, ainsi que la manière d'y procéder.

(1) Cette hypothèse est à distinguer de celle envisagée à l'article 2, § 2, alinéa 2, dans laquelle il ne s'agit pas d'élaborer des systèmes ou des logiciels mais de contrôler leur conformité à des modèles.

Article 13

L'article 21, § 3, en projet reste en défaut de préciser ce que deviennent les cartes magnétiques trouvées dans les urnes et celles qui sont restées inutilisées lorsque l'élection est annulée.

Article 15

Le début de la phrase doit s'écrire comme suit :

"Art. 15. Dans l'article 165 du Code électoral, modifié par la loi du 18 décembre 1998," (la suite comme au projet).

Article 16

Le texte néerlandais devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Observations finales

Le texte néerlandais du projet devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise, in fine, du présent avis.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERPDispositiefArtikel 2

Het laat zich moeilijk denken dat in geval van het opdragen van een maatregel die nodig is voor het uitvoeren van een wet, gekozen mag worden uit twee afzonderlijke instanties.

De bevoegdheid om de overeenstemming vast te stellen met de algemene voorwaarden voor goedkeuring van de systemen en de programmatuur, bedoeld in het eerste lid van het nieuwe artikel 2, § 2, van de wet van 11 april 1994, ingevoegd bij het ontworpen artikel 2, dient dus uitsluitend te worden opgedragen aan de Minister van Binnenlandse Zaken, doordat het om kiesrechtzaken gaat en wegens zijn politieke verantwoordelijkheid tegenover de Kamer van volksvertegenwoordigers, en niet op concurrerende wijze met het erkende orgaan, zoals de ontworpen tekst bepaalt.

Bijgevolg wordt voorgesteld het ontworpen tweede lid als volgt te redigeren :

"De Minister van Binnenlandse zaken stelt die overeenstemming vast, na advies van het orgaan dat daartoe door de Koning erkend is bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 15 van het ontwerp.

.../...

Artikel 3

1. Volgens de memorie van toelichting moet de in artikel 3, § 1, tweede lid, eerste zin, voorgestelde wijziging, welke wijziging zou terugwerken tot 12 juni 1994 (artikel 16 van het ontwerp), het mogelijk maken te voorkomen "dat de Staat wordt verzocht van die gemeenten het bedrag terug te vorderen van de vergoeding die ze verschuldigd zouden zijn voor de jaren 1996, 1997 en 1998, in welke jaren geen verkiezingen zijn gehouden".

De huidige tekst impliceert hoe dan ook geen storting, door de gemeenten, voor de jaren waarin geen verkiezingen zijn gehouden. Aangezien de tweede zin van hetzelfde lid bepaalt dat het jaarlijks door de gemeenten te storten bedrag "niet meer dan 20 frank per verkiezing en per ingeschreven kiezer (mag) bedragen" (50 frank in geval van gelijktijdige verkiezingen) ligt het immers voor de hand dat wanneer er in loop van een jaar geen verkiezingen zijn geweest, het jaarlijks te storten bedrag, overeenkomstig de eerste zin gelijk is aan nul.

Het woord "jaarlijks", dat voorkomt in de eerste zin, impliceert evenmin dat wanneer in hetzelfde jaar verscheidene verkiezingen worden gehouden, een enkele "voorafneming" mag geschieden. Het meervoud "voorafnemingen" in de vierde zin staat aan zulk een interpretatie in de weg. Wanneer in hetzelfde jaar op verschillende tijdstippen verscheidene verkiezingen worden gehouden, kan de Koning dus verscheidene "voorafnemingen" verrichten, voor zover het totale geïnde bedrag niet hoger ligt dan twintig frank per verkiezing en per kiezer (50 frank in geval van gelijktijdige verkiezingen).

.../...

Hetzelfde woord "jaarlijks" verbiedt de Koning daarentegen in de loop van één enkel jaar een of meer "voorafnemingen" te verrichten die het maximumbedrag per verkiezing en per kiezer zouden te boven gaan, om reden dat hij bij voorbeeld het jaar tevoren of gedurende de vorige jaren verzuimd zou hebben het af te nemen bedrag vast te stellen.

De huidige tekst garandeert de betrokken gemeenten aldus dat ze er niet toe gehouden zullen zijn in de loop van één enkel jaar het bedrag te storten dat overeenstemt met verkiezingen die gehouden zouden zijn in de loop van verscheidene jaren.

Door die garantie te schrappen, zou de wet afbreuk kunnen doen aan het beginsel van de rechtszekerheid.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 16, in zoverre het verwijst naar het ontworpen artikel 3, 1°.

Deze bepaling moet bijgevolg vervallen.

2. In die ontworpen tekst zou het bovendien verkieslijk zijn de uitdrukking "kredietinstelling" te gebruiken in plaats van "financiële instelling", zulks ter wille van de overeenstemming met de terminologie die wordt gebruikt in de artikelen 7, 65 en 66 van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen.

.../...

De steller van het ontwerp wordt erop opmerkzaam gemaakt dat artikel 36, § 2, van het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit voorts vereist dat de kasmiddelen die de gemeenteontvanger niet in kassa houdt, worden gestort "op de lopende rekeningen geopend bij het Bestuur der Postcheques of bij de openbare kredietinstellingen of worden (belegd) bij die instellingen op minder dan één jaar".

3. Vanwege de door de steller van het ontwerp in de commentaar op het ontworpen artikel 3, § 2, tweede lid, uitgedrukte wil, zou het beter zijn deze bepaling te redigeren als volgt :

"Ten laste van de Staat blijven evenwel de kosten van prestaties voor onderhoud en opslag gemaakt door ondernemingen ter uitvoering van overeenkomsten die de Staat heeft gesloten vóór de inwerkingtreding van deze wet.".

4. In de ontworpen paragraaf 4, tweede lid, moet worden gepreciseerd wat men dient te verstaan onder "de magneetkaarten met referentiestemmen".

Volgens de gemachtigde ambtenaar betreft het kaarten die worden gebruikt om aan de verkiezingen voorafgaande tests te doen. Indien zulks het geval is, zijn de woorden "met referentiestemmen" weinig adequaat.

.../...

Daarenboven dient te worden bepaald wat er met die kaarten geschiedt wanneer de verkiezingen definitief geldig of ongeldig verklaard worden.

Voorts zou het beter zijn te preciseren bij de griffie van welke rechtbank, de rechtbank van eerste aanleg of het vredegerecht, de kaarten en geheugendragers, waarvan sprake is in de derde zin van dezelfde paragraaf, moeten worden bewaard, veeleer dan de keuze open te laten.

Artikel 4

Artikel 5bis van de wet van 11 april 1994 is ingevoegd door amendering van het wetsontwerp, dat ontstaan heeft gegeven aan de wet van 18 december 1998. Dit amendement was niet ter fine van advies aan de afdeling wetgeving voorgelegd.

Bij de ontworpen bepaling behoren de volgende opmerkingen te worden gemaakt.

Paragraaf 1 voorziet in het oprichten van een college van deskundigen dat zou bestaan uit gewone deskundigen en plaatsvervangende deskundigen, aangewezen onder meer door de Brusselse Hoofdstedelijke Raad, de Vlaamse Raad, de Waalse Gewestraad en de Raad van de Duitstalige Gemeenschap.

In tegenstelling tot de huidige tekst, wordt in de ontworpen bepaling de deelneming van door de

.../...

Gemeenschappen en Gewesten aangewezen deskundigen niet beschouwd als een loutere mogelijkheid voor die Gemeenschappen en Gewesten.

Krachtens het beginsel van de autonomie van de deelcollectiviteiten, kan de gewone wetgever ze niet eenzijdig verplichten tot het doen van zulk een aanwijzing (1).

Overeenkomstig artikel 92ter, eerste lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, staat het aan de Koning om met goedkeuring van de betrokken regeringen, "de vertegenwoordiging te regelen van de Gemeenschappen en de Gewesten, naar gelang van het geval, in de beheers- of beslissingsorganen van de nationale instellingen en organismen, onder meer met een adviserende en controlerende taak", die door de Koning worden aangewezen (2).

Bovendien staat het evenmin aan de gewone wetgever, zelfs in de veronderstelling dat de aanwijzing van deskundigen door de Gemeenschappen en Gewesten facultatief zou blijven, te bepalen door welk orgaan van die collectiviteiten de aanwijzing dient te geschieden, noch a fortiori

(1) Arbitragehof, nr. 74/97 van 17 december 1997; B.S. 28 januari 1998.

(2) Zie onder meer advies L. 24.841/9, gegeven op 12 februari 1996, over een voorontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 16 juli 1948 tot oprichting van de Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel"; advies L. 25.764/2, gegeven op 15 januari 1997, over een voorstel van wet op het spel.

specifieke regels vast te stellen inzake besluitvorming, zoals die waarin paragraaf 1, tweede lid, (1) en paragraaf 2 voorzien (2).

Wat de laatste twee bepalingen betreft, zij er bovendien op gewezen dat in zoverre ze van toepassing zijn op de aanwijzing van deskundigen door de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat, ze in strijd zijn met artikel 53 van de Grondwet, dat onder meer bepaalt : "Elk besluit wordt bij volstrekte meerderheid van stemmen genomen, behoudens hetgeen door de reglementen der Kamers zal worden bepaald met betrekking tot verkiezingen en voordrachten". Het staat in beginsel niet aan de wetgever zich te bemoeien met die verordeningsbevoegdheid, die de Grondwet uitdrukkelijk opdraagt aan elk van beide kamers.

Daarbij komt nog dat het uitsluiten van bepaalde parlementariërs van de stemming, in casu degenen die niet verkozen zijn op een lijst van een politieke partij, een discriminatie is die moeilijk te rechtvaardigen lijkt. In de parlementaire voorbereiding van de wet van 18 december 1998 of in de memorie van toelichting van het onderhavige ontwerp is overigens daaromtrent geen enkele rechtvaardiging opgenomen.

(1) Volgens deze bepaling zouden alleen parlementariërs verkozen op de lijsten van een politieke partij zoals gedefinieerd in artikel 1, 1°, van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale Kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen, kunnen deelnemen aan de stemming.

(2) Volgens deze bepaling zou een tweederde meerderheid vereist zijn.

.../...

Het derde lid van de ontworpen paragraaf 1 ten slotte, waarin wordt bepaald dat de door de assemblées aangewezen deskundigen "vertegenwoordigers van de burgers" zijn, is niet regelgevend, aangezien het in geen enkel opzicht bijdraagt tot het definiëren van de rol van de deskundigen. Overigens kan men personen die niet door de burgers gemachtigd zijn, maar wel door de vertegenwoordigers van de Natie, bezwaarlijk "vertegenwoordigers van de burgers" noemen. Deze bepaling moet bijgevolg vervallen.

Artikel 5

In de Franse tekst behoren woorden "de la même loi" te worden ingevoegd.

In artikel 14 dienen de woorden "van dezelfde wet" te worden ingevoegd.

Artikelen 6 en 7

1. Het ontworpen artikel 8bis maakt niet duidelijk of het door de kiezer visualiseren van de stem of stemmen die hij heeft uitgebracht, geschiedt door de magneetkaart weer in de stemmachine te steken van het stemhokje waar hij zijn stem of stemmen heeft uitgebracht, dan wel of de kiezer integendeel daartoe zijn stemhokje moet verlaten om zich te begeven naar een ander stemhokje, dat de voorzitter van het stembureau hem zal aanwijzen.

.../...

In beide gevallen, maar vooral in het tweede, lijkt de procedure overdreven ingewikkeld en een bron van misverstanden, aangezien, zoals in de memorie van toelichting wordt bevestigd, de kiezer die ontevreden zou zijn over zijn stemmen na ze te hebben gevisualiseerd, de stemming in geen geval zou kunnen overdoen.

Indien de controle in een ander stemhokje geschiedt, is er eveneens gevaar voor verwarring bij de praktische afwikkeling van de stemverrichtingen die de goede orde in het stembureau kunnen verstoren.

De steller van het ontwerp zal moeten uitmaken of het niet eenvoudiger zou zijn ervoor te zorgen dat na de bevestiging van de laatste stemming en alvorens de magneetkaart wordt verwijderd, alle door de kiezer uitgebrachte stemmen automatisch op het scherm verschijnen.

2. Bovendien vervangt in de Franse tekst artikel 6 van het ontwerp in de derde zin van artikel 8, eerste lid, die in het ontwerp de vierde zin van hetzelfde lid wordt, de woorden "Si tel n'est pas le cas" door de woorden "Si tel est le cas", blijkbaar zonder evenwel de betekenis van deze bepaling te willen wijzigen.

Vanuit taalkundig oogpunt kan deze aanpassing worden aanvaard; ze maakt de tekst zelfs bevattelijker mits in de tweede zin van hetzelfde lid (de derde zin in het ontwerp) het woord "si" vervangen wordt door het woord "que".

.../...

Artikel 9

De voorgestelde wijziging zou ook kunnen worden aangebracht in het derde lid van hetzelfde artikel, ingevoegd bij de wet van 19 maart 1999 (artikel 10).

Artikel 10

Het begin van de zin moet geredigeerd worden als volgt :

"Art. 10. In artikel 14, eerste lid, 1°, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 19 maart 1999," (voorts zoals in het ontwerp).

Artikel 11

1. Het begin van de zin moet geredigeerd worden als volgt :

"Art. 11. In artikel 16 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 18 december 1998, worden tussen de woorden de woorden 'of een orgaan dat door de Koning erkend is bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad' ingevoegd;"

2. Het huidige artikel 16 van de wet van 11 april 1994 draagt het "Ministerie van Binnenlandse Zaken" de taak op om de verkiezingsprogrammatuur te ontwerpen die bestemd is voor de hoofdbureaus en de stembureaus.

.../...

Aangezien het ontwerpen van programmatuur een materiële taak is (1), ligt het voor de hand dat de Regering de keuze heeft tussen twee mogelijkheden : ofwel die taak laten uitvoeren door haar eigen diensten, ofwel haar opdragen aan een aannemer, met inachtneming van de regels voor overheidsopdrachten.

Het zou bijgevolg beter zijn artikel 16 te redigeren als volgt :

"Voor de collegehoofdbureaus, de provinciehoofdbureaus, de kieskringhoofdbureaus, de kantonhoofdbureaus, de gemeentehoofdbureaus, de districtshoofdbureaus en de stembureaus wordt verkiezingsprogrammatuur ontworpen.

Indien het ontwerpen daarvan aan een natuurlijk persoon of rechtspersoon wordt toevertrouwd, moet het toewijzen van de opdracht worden goedgekeurd door de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad."

Artikel 12

In paragraaf 1 dient duidelijk te worden gemaakt wat wordt bedoeld met het voor echt verklaren waarin deze bepaling voorziet, alsmede de wijze waarop dit behoort te geschieden.

(1) Dit geval moet onderscheiden worden van het geval waaraan is gedacht in artikel 2, § 2, tweede lid, waar het niet gaat om het ontwerpen van systemen of programmatuur, maar om het controleren van de overeenstemming ervan met modellen.

Artikel 13

Het ontworpen artikel 21, § 3, preciseert niet wat er moet geschieden met magneetkaarten die in stembussen worden gevonden en met ongebruikte kaarten wanneer de verkiezing ongeldig wordt verklaard.

Artikel 15

Het artikel zou aldus gesteld moeten worden :

"Art. 15. In artikel 165 van het Kieswetboek, gewijzigd bij de wet van 18 december 1998, worden tussen de woorden 'de Minister ...' de woorden 'of een orgaan dat door de Koning erkend is bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad' ingevoegd."

Artikel 16

Het artikel zou aldus gesteld moeten worden :

"Art. 16. Wat artikel 3 betreft, hebben de onderdelen 1° en 3° uitwerking respectievelijk met ingang van 12 juni 1994 en 30 april 1994.

Slotopmerkingen

De Nederlandse tekst van het ontwerp zou door de band genomen beter verzorgd moeten worden. Bij wijze van voorbeeld en onder voorbehoud van de hiervoren gemaakte inhoudelijke opmerkingen wordt op het volgende gewezen :

.../...

Art. 2

In het tweede lid is het woord "organisme" niet correct in de betekenis "orgaan". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

Art. 3

In de ontworpen paragraaf 4, eerste lid, schrijve men "gemachtigde" in plaats van "afgevaardigde".

Art. 4

In de ontworpen paragraaf 3 schrijve men "materiaal" in plaats van "materieel". Een zelfde opmerking geldt voor paragraaf 4. Nog in paragraaf 3 schrijve men : "... zijn overgeschreven (tweemaal) ... zijn getotaliseerd ... is verlopen."

Art. 5

In het ontworpen artikel 7, § 2, vierde lid, schrijve men : "wijst ... aan" in plaats van "duidt ... aan".

.../...

Art. 6

Men schrijve : "... de in artikel 8bis bepaalde procedure ..."

Art. 8

In het ontworpen artikel 12, derde lid, schrijve men "persoon" in plaats van "verantwoordelijke".

De Nederlandse tekst zou herzien moeten worden.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

P. LIENARDY,

conseiller d'Etat, président,
staatsraden, voorzitter,

P. QUERTAINMONT,
P. VANDERNOOT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

P. GOTHOT,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

J. van COMPERNOLLE,

Madame
Mevrouw

C. GIGOT,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par
M. L. DETROUX, auditeur. La note du
Bureau de coordination a été
rédigée et exposée par
M. E. BOSQUET, référendaire
adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. L. DETROUX, auditeur.
De nota van het Coördinatiebureau
werd opgesteld en toegelicht door
de H. E. BOSQUET, adjunct-
referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandaise
a été vérifiée sous le contrôle
de M. P. LIENARDY.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. P. LIENARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

P. LIENARDY